

Bolivie: 4 morts dans des affrontements

11-09-2008

Le vice-ministre du Régime Intérieur, Rubén Gamarra, a confirmé la mort d'un ingénieur de la Préfecture de Pando (au nord du pays). Plus tôt, le vice-président de l'opposant Comité Civique de la même préfecture, Ricardo Simokawa, avait reconnu trois autres morts et au moins une douzaine de blessés durant des chocs armés.

Le vice-président du Comité Civique de Pando, Ricardo Simokawa, a détaillé que le choc a commencé à l'aube et qu'il continuait ce matin à Filadelfia, municipalité à 45 kilomètres de Cobija, située à mi chemin entre cette ville capitale de Pando et Porvenir. Dans des déclarations par téléphone à une radio locale, reprise par Ansa, Simokawa a dénoncé que "la violence s'est déclenchée de la part des sicaires payés pour le Mouvement au Socialisme", le parti du président Evo Morales. Le dirigeant de l'opposition a révélé qu'il y avait déjà 3 morts "et plusieurs blessés". L'agence d'information italienne cite une autre source qui a raconté que les faits ont été lieu quand un groupe de paysans qui marchait depuis Porvenir à Cobija a été intercepté à Filadelfia par un autre groupe, dans ce cas opposant au gouvernement national et proche du préfet Leopoldo Fernandez. Selon l'agence, les paysans pro-gouvernement auraient capturé la présidente du Comité Civique de Pando, Ana Melena, version alimentée par Simokawa, qui a dénoncé qu' "ils ont nos gens en otage". "Il n'y a pas de dialogue, il n'y a pas de négociation. Le peuple est maintenant furieux. Cela va empirer. Nous sommes à Porvenir ; nous demandons à la population, aux gens, de venir nous soutenir. Ils sont armés", a prévenu le dirigeant civique. Un journaliste de radio Panamericana a rapporté qu'il y a environ 50 policiers entre l'un et l'autre groupe, mais que "beaucoup de gens ont déjà sorti leurs armes, des fusils de chasse et a commencé à se réunir à six kilomètres de Porvenir". Le préfet Leopoldo Fernandez et le Comité Civique de Pando intègrent, avec leurs paires de Santa Cruz, Beni, Chuquisaca et Tarija, un Conseil National Démocratique qui refuse le projet de nouvelle Constitution qu'impulse Morales et exige la dévolution de l'impôt sur le revenu pétrolier que l'Exécutif leur a retiré pour payer une rente vieillesse. Des organisations paysannes proches du gouvernement ont annoncé qu'elles encercleront les capitales de ces départements et elles appuient un plébiscite pour ce projet de Carta Magna. Pagina/12, 11 septembre 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-111405-2008-09-11.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>